

70 ans après, Nagasaki se souvient

Nagasaki a commémoré hier l'attaque nucléaire qui a anéanti cette cité japonaise il y a 70 ans au cours d'une cérémonie où ont émergé des critiques envers les projets du Premier ministre Shinzo Abe de renforcer les prérogatives de l'armée.

Le 9 août 1945, à 11h02, l'explosion de la Bombe A détruisit 80% des bâtiments de Nagasaki, dont sa célèbre cathédrale d'Urakami, et provoqua la mort de quelque 74 000 personnes, sur le coup et ultérieurement sous l'effet des radiations.

A la même heure exactement hier dimanche (2h2 GMT), les habitants ont observé une minute de silence tandis que les cloches retentissaient dans tout Nagasaki, ancien comptoir d'échanges commerciaux entre le Japon et l'étranger et cité connue pour son importante communauté chrétienne.

Baptise «Fat Man», l'engin destructeur au plutonium était initialement destiné à être largué sur la ville de Kokura (nord de Nagasaki), où se trouvait une importante usine d'armement. Mais des conditions météorologiques défavorables ont forcé le bombardier américain B-29 à changer de cible.

Trois jours plus tôt, une première bombe atomique, «Little Boy», avait frappé Hiroshima (ouest), tuant environ 140 000 personnes au moment de l'impact et plus tard de maladie. Ces deux bombardements américains allaient précipiter la capitulation du



Des officiels dont le maire de Nagasaki (2^e à droite) déposent une gerbe lors des cérémonies du souvenir de l'attaque nucléaire.

Japon le 15 août 1945 et la fin de la Guerre du Pacifique.

«Serment» de paix

«Vous, les jeunes générations, ne rejetez pas ces récits comme des histoires du passé, car ce qui vous est conté pourrait bien vous arriver à l'avenir : prenez grand soin de ce souhait de paix qui vous est adressé», a déclaré le maire de Nagasaki, Tomihisa Taue, devant une foule de 6 700 personnes, dont le Premier ministre japonais Shinzo Abe et l'ambassadrice des Etats-Unis au Japon, Caroline Kennedy, parmi les représentants de 75 pays. Et le maire d'inviter «le Président américain Obama et les

représentants de tous les pays possédant l'arme nucléaire» à venir à Nagasaki.

«Ce pouvoir suprême de réaliser un monde sans guerres ni armes nucléaires est en chacun de nous», a-t-il insisté, selon une traduction officielle de ses propos rendue publique dans la journée.

Puis il a interpellé le Premier ministre nationaliste à propos de lois actuellement en débat au Parlement, visant à réinterpréter la loi fondamentale pacifiste entrée en vigueur en 1947 et jamais amendée depuis. L'objectif est d'étendre les prérogatives de l'armée japonaise à l'extérieur.

«Les inquiétudes, les préoccupations se répandent : ce serment gravé dans notre cœur il y a 70 ans, ce principe de paix inscrit dans la Constitution japonaise ne serait-il pas en train de vaciller ? » a-t-il lancé, bruyamment applaudi par la foule.

Alors que l'âge moyen des «hibakusha» (victimes survivantes des bombes atomiques) a dépassé 80 ans, l'un d'eux, Sumiteru Taniguchi, 86 ans, s'est joint à ces critiques.

«Les lois de défense que le gouvernement essaye de faire passer mettraient en péril nos longues années

d'efforts en faveur de l'abolition de l'arme nucléaire et briseraient les espoirs des hibakusha», a-t-il dit d'une voix frêle au nom de tous les siens. «Je ne peux pas tolérer ces lois», a-t-il ajouté, en présence de M. Abe.

Pouvoir de destruction de l'homme

Le Premier ministre a un peu plus tard défendu auprès de la presse ses réformes, présentées comme nécessaires pour préserver la paix. «Cela enverra au monde le message que l'alliance nippo-américaine fonctionne parfaitement, et diminuera ainsi le risque d'une attaque contre le Japon», a-t-il arqué.

Comme à Hiroshima jeudi dernier, Shinzo Abe a réitéré dans son discours la volonté du Japon de militer en faveur de l'abolition des armes nucléaires et de la non-prolifération.

«Je renouvelle la volonté du Japon, en tant que seul pays frappé par la bombe atomique, d'être un meneur du mouvement mondial contre les armes nucléaires», a-t-il déclaré, énumérant les rendez-vous internationaux au cours desquels il promet de s'employer à transmettre ce message.

Le Premier ministre a fait référence aux trois règles que s'est imposées le Japon, lequel s'était solennellement engagé en décembre 1967 à ne pas fabriquer, posséder ou laisser entrer sur le territoire nippon d'armes nucléaires.

Même si ces «trois principes non nucléaires» n'avaient pas été textuellement répétés par M. Abe à Hiroshima, il avait indiqué ensuite qu'il s'agissait «d'un préalable» qui allait de soi pour le pays.

Le pape François a lui évoqué lors de sa traditionnelle prière de l'angélus ces attaques nucléaires, un «tragique évènement suscitant encore aujourd'hui l'horreur et la répulsion» et devenu «le symbole du pouvoir démesuré de destruction de l'homme quand celui-ci fait un usage erroné des progrès de la science et des techniques».

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE DU SOIR D'ALGÉRIE

**VOUS ÊTES JOURNALISTE CONFIRMÉ(E) ?
VOUS SOUHAITEZ DÉBUTER DANS CETTE
MAGNIFIQUE PROFESSION ?**

Envoyez votre CV à : lesoiralgerie@yahoo.fr

Il sera exigé une maîtrise parfaite de la langue française, le sens de l'initiative et une disponibilité totale.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Que mes enfants me pardonnent !

Quel est le comble chez Hollande ? C'est d'affirmer qu'il n'a pas payé de rançon pour libérer une otage française qui s'appelle Isabelle...

... Prime !

J'ai sous les yeux un placard publicitaire signé d'une banque privée et invitant les gens ayant des sacs d'argent à venir les mettre en coffre conformément à «l'ordonnance n°15-01 portant loi de finances complémentaire pour 2015». Le reste du texte précise l'entière disponibilité des collaborateurs de cette banque sur l'ensemble du réseau d'agences pour prendre en charge les opérations de versements et d'ouverture de comptes des clients. Le meilleur accueil... et autres gentillesse bancaires du genre clôturent protocolairement ce texte «mémorable». D'autres placards pubs du même calibre câlin signés d'autres banques tout aussi injonctionnées vont très certainement s'afficher dans les heures qui viennent dans les journaux et autres supports. Et j'ai beau me dire que l'amnistie fiscale se veut un moyen de capter les flux informels, de les intégrer dans le circuit de la traçabilité, ça ne passe pas ! Ce dialogue «officiel» entre Etat et fraudeurs fiscaux, cette passerelle de blanchiment montée à la hâte est pire que l'échec des réformes successives du système scolaire dans mon pays. Pourquoi ? Parce que là, tout

de suite, immédiatement, en lisant et relisant cette invite à la blanchisserie bancaire, c'est les visages de mes enfants qui me viennent à l'esprit. Ai-je eu raison de leur inculquer, parfois en faisant les gros yeux, voire même en criant les valeurs de la droiture, de l'honnêteté et du respect des règles que la République s'est elle-même édictées ? Finalement, truquer, bidouiller, trafiquer, dissimuler à l'autorité et à la loi, ce n'est pas aussi grave que ce que leur racontait et leur ressassait leur papa gâteux ! De quel foutu droit paternel ou devoir filial pourrais-je me prévaloir pour les avoir ainsi stigmatisés, mis à la marge d'un système qui finit par admettre que la dissimulation et le vol ne mènent pas à la sanction, mais à l'absolution totale, pleine avec ouverture d'un compte en banque nickel au bout, en prime à l'arnaque ? En vérité, ce placard pub, à mes yeux, est en lien direct avec la fraude aux examens de 5^e année primaire, du BEM et du baccalauréat. Il est l'alibi collatéral de la nécessité de truander pour s'en sortir dans ce pays. C'est tordu comme cheminement de pensée, mais tout se tient. De la grosse, de la très grosse ch'kara à l'oreillette Bluetooth, c'est exactement le même «code d'accès» à la réussite dans ce pays qui est en marche. Alors, toutes mes excuses. A mes enfants. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.